

le véritable apport des expériences latino-américaines en éducation populaire

par Guy Lafleur

responsable du centre de documentation et d'information
au Secrétariat Québec-Amérique latine.

Trop souvent, notre approche des réalisations latino-américaines dans le domaine de l'éducation populaire reste teintée d'*exotisme*. Trop vite, nous voulons aller chercher dans ces « expériences » soit des « modèles » soit des « méthodes », sans nous préoccuper de connaître vraiment le contexte global, historique, économique et politique, qui donne au fond tout leur sens à ces méthodes et à ces expériences.

L'exotisme pédagogique

Nous cherchons dans les réalisations latino-américaines d'éducation populaire des réponses, une inspiration plutôt qu'un cheminement, un processus visant à répondre au défi posé par un contexte global. Nous y cherchons des « suggestions » quant à ce que pourraient être un ou des nouveaux modèles de relation entre l'école et le milieu ; nous passons ainsi à côté de l'*expérience* (au sens fort et premier du mot), c'est-à-dire d'une démarche unique, originale, *inscrite dans un système particulier de conditions*. Et ce sont ces conditions précisément que nous négligeons d'appréhender vraiment.

En réalité, notre exotisme pédagogique n'est qu'une autre dimension de notre sur-consommation pédagogique. Nous consommons les méthodes et les modèles pédagogiques à une vitesse ahurissante depuis dix ans. Quelqu'un a-t-il jamais osé demander : pourquoi ?

N'est-ce pas du même mouvement que notre société essaie d'oublier, de refouler dans la consommation éperdue, tout le processus du travail quotidien (et l'exploitation qu'il recèle), et aussi le véritable contenu des réalisations pédagogiques latino-américaines (et l'histoire et la structure d'exploitation auxquelles ces réalisations renvoient) ?

L'Amérique latine: un révélateur

Pour quiconque entre en contact avec l'Amérique latine ce qui frappe, c'est le caractère directement politique de toute réalité là-bas. C'est la perception directe, sensible d'un ordre international d'exploitation et de domination, ordre qui pénètre partout, qui règle les moindres aspects de la vie quotidienne des peuples.

Aussi le contact des réalisations latino-américaines d'éducation populaire nous apprend-il moins de nouveaux modèles de relations entre l'école et le milieu qu'il ne nous apprend à identifier les *conditions* d'une réelle transformation des relations entre l'école et le milieu : or *ces conditions sont politiques*.

Même si le terme n'est pas habituel dans le domaine de la pédagogie, il faut parler ici d'*impérialisme* ; d'exploitation par les nations industrialisées des nations du Tiers-Monde ; d'exploitation des masses ouvrières et paysannes de ces pays, par les grandes corporations multinationales le plus souvent en complicité avec les classes dominantes, réactionnaires de ces pays eux-mêmes. Il faut parler de majorités de population forcées à l'*analphabétisme*, à la *sous-alimentation*, au *chômage fréquent* ou au *travail sous-rémunéré*. Il faut parler d'*agression et de dépossession culturelle*. Ces maux ne sont pas des accidents du système capitaliste. Ils en sont des propriétés. Il les entretient, et de façon nécessaire, et de façon encore plus sauvage dans un continent dont il a économiquement et politiquement besoin comme l'Amérique latine.

La polarisation, la violence des antagonismes entre les *forces populaires* qui se forment à la lutte contre l'exploiteur, espagnol, anglais, puis américain, depuis des siècles — et l'*impérialisme* — qui a besoin pour affronter sa propre crise d'une Amérique latine docile à subir la sur-exploitation — forcent l'éducation à révéler directement sa nature, sa dimension politique.

Là comme ailleurs, l'Amérique latine, par le caractère radical, exacerbé de ses contradictions, agit comme un révélateur. L'éducation est une arme. Une arme qui renforce un ordre, ou qui le débilite, ou qui le « subvertit ». L'école a toujours affaire au pouvoir — et elle est toujours affaire de pouvoir.

Toute expérience latino-américaine d'éducation doit être replacée dans ce contexte si l'on veut comprendre quelque chose à sa force génératrice. Elle est toujours moins affaire de méthode, de relation école-milieu que subversion ou consolidation du Pouvoir.

L'inflation pédagogique

L'inflation ou la sur-consommation pédagogique d'ici n'a d'égale sans doute que la frugalité pédagogique de l'Amérique latine. Là-bas, rien que de nécessaire. On n'a pas le temps ni l'abondance de se payer des « expériences ».

Ici, l'on consomme du symbole, de l'idéologie comme l'on consomme dix sortes de papier de toilette. Nous avons consommé récemment plus de pédagogues latino-américains que l'Amérique latine elle-même n'en a consommés. Cela se comprend : nous n'avions pas à digérer vraiment Illich, Freire... Ou plutôt, nous aurions pu le faire. Mais pour des raisons politiques, les petits pédagogues progressistes que nous sommes n'ont pas pu ou n'ont pas voulu le faire. Soyons sérieux : s'est-on déjà demandé ce que signifierait une véritable « transcription » de la méthode de Paolo Freire ici ?

Paolo Freire question de méthode ou question de révolution ?

Ici, Paolo Freire, c'est une méthode. Au Brésil, en 1960, le mouvement l'alphabetisation-conscientisation, c'était de la subversion, l'*atteinte à un ordre de servitude*, d'exploitation quatre fois séculaire. Les masses paysannes du Brésil, accédant à la lecture et à l'écriture, allaient accéder aussi à une certaine forme d'exercice démocratique : le vote, accessible jusqu'à ce jour aux seuls alphabétisés, aux classes dominantes. Mais surtout, à travers la démarche proposée par Freire, c'était à l'explication non fataliste de leur destin qu'accédaient les masses : ce qui nécessairement les mettait, à court terme, sur la voie d'une explication de leur situation, en terme de *pouvoir*.

Le projet d'éducation populaire de Freire — et sa méthode d'alphabetisation-conscientisation — s'inscrivait carrément dans le cadre d'une *stratégie politique*, humaniste et réformiste, visant à limiter puis à supprimer les privilèges des classes traditionnellement dominantes au Brésil (que Freire ne fasse pas référence explicite à cette stratégie politique dans ses écrits n'empêche pas qu'elle s'y inscrive objectivement...) Cette stratégie trouva son expression et sa réalisation la plus achevée sous le gouvernement de Goulart (1961-1964), de tendance nationaliste, lequel lança ces années-là un programme massif d'alphabetisation populaire, essentiellement axé sur la méthode de Freire. Rapidement, des millions de paysans furent touchés. En même temps s'amorçait une réforme agraire qui devait à peu près faire disparaître la grande propriété terrienne au profit des paysans.

Ce qui créait donc une nouvelle relation entre l'école et le milieu, c'était avant tout une réforme profonde — sinon une révolution — d'*ordre politique*. C'était la nécessité de mobiliser les masses contre les classes traditionnelles, au profit sans doute de nouvelles classes moyennes, représentées par le gouvernement de Goulart. Le modèle pédagogique de Freire, si génial, si novateur fût-il, ne pouvait imposer de

lui-même une nouvelle relation école-milieu, comme par magie, du fait de sa seule qualité. Il ne pouvait être étendu, transformer la relation traditionnelle qui existait au Brésil entre l'éducation et le contexte social qu'à condition d'être pris en charge, reconnu par un pouvoir.

Les gorilles brésiliens, s'il était nécessaire, démontrent la justesse de cette thèse.

En 1964, les militaires brésiliens, en alliance avec les classes les plus réactionnaires du pays, renversaient le gouvernement de Goulart, ouvraient les portes grandes au capital étranger, réprimaient toute opposition politique et imposaient un régime de fer et de sang aux masses du pays. Inutile de le dire : le mouvement d'alphabétisation fut décapité sur-le-champ, Freire dut s'exiler.

Le rapport des forces changeait au profit des forces antipopulaires. La vieille école, discriminatoire, école des classes dominantes, allait être réinstallée. Le mouvement de Freire allait être remplacé par le MOBREAL (Mouvement brésilien d'alphabétisation) dont l'efficacité sera tout autre : puisqu'il s'agira alors de freiner le rythme de l'alphabétisation, de conformer celle-ci strictement aux besoins du développement pro-impérialiste. Il n'y a pas de recul de l'analphabétisme au Brésil depuis dix ans : et cela non pas *malgré*, mais bien à cause du *miracle brésilien*.

La relation école-milieu passe par la politique

En Amérique latine — ici aussi, mais on ne le voit guère — l'éducation populaire ne transforme le rapport école-milieu que par la médiation du *politique*. Là où ce rapport se modifie effectivement, c'est qu'un rapport de forces est manifesté et a effectivement transformé la relation de l'école à la société, au bénéfice de nouvelles classes de la population.

L'inflation, la sur-consommation de méthodes pédagogiques qui nous affligent, ne sont souvent que la méconnaissance de cette réalité fondamentale. *Nous innovons d'autant plus dans le domaine pédagogique que nous ne changeons rien* ; que nous voulons transformer la société, les rapports de domination et d'exploitation, sans mettre vraiment en cause un pouvoir qui n'est pas au service des intérêts des travailleurs. Nous transposons ici la méthode de Freire en la vidant au fond de ce qui fait son originalité et son efficacité propres là où elle est née : *le questionnement d'ordre politique*. Petits réformistes que nous sommes ! Nous ne comprenons pas que la méthode de Freire était objectivement liée à un mouvement

de mobilisation et de politisation des classes populaires — et que *la seule transcription authentique de cette méthode ici exigerait que l'on inscrive tout projet d'éducation populaire dans le cadre d'une stratégie politique de mobilisation populaire*.

Nous n'apprendrons jamais plus que cette vérité première, radicale de nos contacts avec l'éducation populaire latino-américaine. Les expériences latino-américaines d'éducation populaire auront beau nous *suggérer* bien des choses, transformer nos *conceptions* de la pédagogie, elles ne *transformeront l'éducation populaire ici*, le rapport école-milieu dans le sens des intérêts des classes populaires que via la mobilisation de ces mêmes classes. Le reste n'est au fond que consommation... ou piétinement de pédagogues qui croient pouvoir transformer l'école au bénéfice des classes populaires en faisant l'économie de la participation *politique* de celles-ci.

L'éducation populaire au service de l'Ordre

En Amérique latine, l'éducation populaire est une arme, disais-je. Une arme soit entre les mains des régimes pro-impérialistes, anti-populaires, fascistes (Brésil, républiques d'Amérique centrale, Bolivie...), soit entre celles des classes exploitées qui veulent ébranler ces régimes. J'ai bien peur qu'il n'y ait pas de moyen terme, de troisième voie. Comme le démontrent d'ailleurs les échecs répétés de la Troisième voie dans le domaine politique (les partis réformistes, modérés, comme les démocrates-chrétiens, succombent à la longue aux pressions de l'impérialisme).

Oui, il y a éducation populaire même dans les régimes les plus anti-populaires. Il s'agit alors essentiellement d'une arme de récupération ou de neutralisation des forces populaires. Programmes d'alphabétisation, de formation générale et de formation professionnelle uniquement ordonnés

1) soit à la formation de couches de la population mobilisées par la *modernisation* du pays : modernisation extrêmement limitée d'ailleurs (à quelques rares pôles urbains et dans de rares secteurs de la production) et contrôlée le plus souvent par des intérêts étrangers. Il s'agit alors de former la main-d'œuvre requise par la division internationale du travail ; ou de faire bénéficier quelques fractions des classes moyennes et ouvrières des richesses de la culture « internationale »... ;

2) soit à la formation de couches touchées par des réformes mineures, par exemple, des réformes agraires limitées comme en Équateur, au Mexique.

Ces programmes ne touchent que des fractions fort restreintes de la population : puisque les besoins en main-d'œuvre restent (et doivent rester) bas en Amérique latine : condition essentielle à l'imposition de bas salaires, à de forts retours sur les investissements ; puisque aussi l'école reste un instrument de discrimination sociale. L'éducation populaire n'est qu'un instrument de plus dans l'arsenal de la répression populaire. Comment concevoir autrement l'inefficacité calculée de MOBRAL (mouvement brésilien d'alphabétisation) ?

L'éducation populaire au service des luttes populaires...

L'autre éducation populaire, la vraie dirais-je, celle que les masses donnent elles-mêmes comme un instrument d'analyse de leur situation et comme un soutien dans l'organisation de leurs luttes, celle-là le plus souvent s'édifie non seulement à l'extérieur des appareils d'État mais aussi contre eux : *Et dans la clandestinité ou la semi-clandestinité.*

Les agents de cette éducation ne se définissent dès lors pas comme pédagogues mais comme militants politiques. Ce sont soit les partis politiques liés aux classes ouvrière et paysanne, soit les syndicats, soit les organisations paysannes, soit les organisations de quartier. Plus radicalement, c'est le peuple qui est le propre agent de sa formation.

Les programmes d'éducation ne peuvent d'aucune façon être dissociés des luttes concrètes menées par les classes populaires : il s'agit, dans le cours même des luttes, de se donner la formation qui permettra ou de conquérir le pouvoir, ou de l'exercer de façon compétente.

Chaque organisation de masse, sur le terrain qui lui est propre, tâchera d'armer travailleurs et paysans en vue de la lutte politique. *Grèves, occupations d'usines et de terres, revendications* pour de meilleures conditions de vie (logement, santé, éducation) ; *réunions politiques et syndicales, grandes manifestations de masse* deviennent les cadres pédagogiques fondamentaux.

L'éducation n'est alors qu'une autre forme de mobilisation et d'organisation politique des masses : où la préoccupation d'organiser, de créer une force de frappe contre le pouvoir précède (et situe) celle de changer les idées des individus. *La formation est un des moyens de l'organisation.*

Les organisations de masse chiliennes (syndicats, organisations de paysans et de quartiers) avaient poussé loin ce processus dès avant l'arrivée au pouvoir de

l'Unité populaire : *pédagogie de la lutte*. Et leur propre force politique porta au pouvoir un gouvernement soucieux de mettre au service du peuple les appareils d'État eux-mêmes. Les mille et une formes pédagogiques inventées en cours de luttes allaient se voir appuyées, reconnues, étendues, recevoir le support de l'État. Sans doute une école nouvelle, une école populaire — qui aurait armé le peuple chilien pour sa longue lutte contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur — serait-elle sortie de tout ce brassage. Mais il faut bien voir, ici encore une fois, qu'elle n'aurait été possible que par la prise de pouvoir réelle des classes populaires.

La chute du gouvernement d'Allende renvoya l'école populaire chilienne, si riche d'expérience, de réalisations et de victoires, à la clandestinité et à la résistance.

Cuba: l'éducation populaire au service du pouvoir populaire

Seules les luttes — ou encore la transformation politique radicale d'une société, c'est-à-dire une révolution — peuvent imprimer à l'école une nouvelle dynamique. Cuba en témoigne.

La révolution socialiste, le dégagement de l'exploitation impérialiste, les exigences de la construction d'un pays autonome et développé ont rendu *structurellement nécessaires* la mobilisation politique et la mobilisation, dans la production, de toutes les ressources humaines disponibles : l'éducation populaire (programmes de formation de base, de formation professionnelle et politique) devenait l'instrument-clef de cette double mobilisation. Au lendemain de la Révolution, c'est tout un pays qui se mettait à l'étude parce que désormais son sol lui appartenait, qu'il lui revenait d'assurer le fonctionnement des usines, l'augmentation de la productivité, une meilleure qualité de ses services de santé, d'éducation, etc. Et ce que les autres pays d'Amérique latine n'avaient pu faire jusqu'alors (l'alphabétisation intégrale de la population), Cuba le réalisait *en un an* !

Que seule une révolution politique puisse permettre une révolution pédagogique accomplie, l'exemple cubain en témoigne encore à un autre niveau. L'urgence des transformations liées à la Révolution a en effet favorisé la créativité pédagogique, l'ingéniosité éducative la plus étonnante. La forme scolaire a subi à Cuba les mutations les plus radicales.

● *Utilisation maximale des ressources humaines* : le professeur, c'est le peuple. Ainsi en 1961, tous ceux qui savaient lire pouvaient être mobilisés dans le travail d'alphabétisation. 100,000 individus, des étu-

dians de l'élémentaire, du secondaire, des travailleurs, s'engagèrent à alphabétiser 700,000 Cubains (25% de la population adulte d'alors). Aujourd'hui, les ouvriers qualifiés enseignent aux autres (système des ouvriers-maîtres).

● *Application du principe travail-étude* : à l'école, on produit économiquement aussi. Et cela dès l'élémentaire. Dans les écoles secondaires installées à la campagne, la moitié de la journée est consacrée au travail agricole ; l'autre moitié, aux études théoriques. Depuis 1971, un programme intensif de construction à La Havane est systématiquement utilisé pour assurer la formation d'une main-d'œuvre compétente dans le domaine des nouvelles techniques de construction.

● *Formation politique et sociale par la participation à la vie démocratique* : soit à l'exécution de la justice (tribunaux populaires), soit à la gestion et à l'animation du quartier (Comités de défense de la révolution), soit à la vie syndicale, soit aux nouveaux organismes de Pouvoir populaire. Il faut aussi parler de l'absence totale de publicité à Cuba — ce qui dégage radicalement l'espace éducatif —, de la qualité de l'information, du rôle du cinéma cubain comme instrument d'autocritique du processus révolutionnaire.

Pillage ou solidarité?

• Il n'y a pas mille façons de partager en profondeur les acquis des réalisations latino-américaines en éducation populaire. Celles-ci nous disent en clair qu'il n'y aura d'éducation populaire au service des classes populaires que dans le cadre d'une stratégie politique de mobilisation et d'organisation de ces classes contre leur ennemi : le système capitaliste. En d'autres termes : nous ne communierons à ces expériences que dans le cadre d'une *solidarité de lutte* : contre l'ennemi des classes populaires d'ici et de là-bas. Puisque c'est cet ennemi qu'elles visent elles-mêmes. Ici comme ailleurs, l'échange d'expériences pédagogiques n'aura de réalité, de vérité que s'il se fait sur la base d'une solidarité politique.

Toute autre approche reste confinée à l'exotisme pédagogique, où nous ne sommes alors que les neutralisateurs, pire les pilliers de la créativité pédagogique et politique du Tiers-Monde ●